



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika  
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا  
Association for the Development of Education in Africa  
Association pour le développement de l'éducation en Afrique  
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

**Triennale de l'éducation et de la formation en Afrique  
(Ouagadougou, Burkina Faso, 12-17 février 2012)**

**Promouvoir les connaissances, compétences et  
qualifications critiques pour le développement durable  
de l'Afrique : comment concevoir et édifier une réponse  
efficace des systèmes d'éducation et de formation**

### **Sous-thème 3 :**

**Acquisition de compétences  
scientifiques et technologiques, tout  
au long de la vie, pour le  
développement durable de l'Afrique  
dans le contexte de la mondialisation**

---

**Impact des dernières réformes dans le secteur des sciences et  
technologies au Kenya : cas du financement public de la recherche**

---

*par M. James KIBURI  
M. David NGIGI  
Dr. Mwangi GITHIRU*

### **Résumé**

**Document de travail  
NE PAS DIFFUSER**

**DOC 3.1.01**

# 1 Résumé

1. Le financement public de la R&D est de nature à induire et à stimuler la formation nécessaire pour soutenir l'apprentissage tout au long de la vie, si important pour la mutation de la société. Dans cette étude nous commençons par effectuer un état des lieux global des réformes entreprises dans le secteur des ST&I au Kenya depuis 2003. Nous nous penchons ensuite sur les réformes du financement public de la recherche (RFP) et leur impact sur la R&D, en examinant plus particulièrement l'impact des toutes dernières réformes sur la RFP à travers les trois questions suivantes : (i) quelle est la situation actuelle du paysage du financement de la recherche au Kenya ; (ii) quel est l'impact des projets financés par les fonds publics destinés à la recherche ; et, (iii) le financement public vient-il accroître les dépenses totales consacrées à la recherche ou s'agit-il d'un simple déplacement de fonds provenant d'autres sources ? Tout d'abord, l'analyse d'une étude de 2009 effectuée au Kenya dans le cadre de Initiative Indicateurs africains en matière de sciences, technologie et innovation (IASTI) a révélé trois conclusions : Les femmes sont sous-représentées dans le secteur des ST&I au Kenya, les administrations publiques dépensent la plus grande partie de leurs fonds de recherche par le biais du financement d'autres institutions ; et la plupart des institutions n'affectent pas leurs propres fonds à la recherche. Deuxièmement, si l'on analyse le financement public de la recherche au Kenya, (financement public des programmes de recherche - FPR), on constate que 75 % des projets financés dans le cadre du plan actuel de FPR ont enregistré des performances bonnes à satisfaisantes ce qui signifie que les produits directs (par exemple publication d'articles collaboratifs et brevets enregistrés) se sont souvent concrétisés. En revanche, la majorité des projets qui n'ont pas bénéficié de RFP eux n'ont jamais décollé (85 %), tandis que 9 % ont réussi à obtenir d'autres sources de financement et 6 % ont été ramenés au niveau de projets de thèse d'étudiants. En somme, ces données mettent en lumière le rôle crucial des financements publics pour promouvoir la recherche locale, qui à défaut, a très peu de chances d'être mise en œuvre. Dans l'ensemble, nous présentons un instantané de la situation et de l'état du milieu de la recherche au Kenya, et nous espérons que ceci contribuera à orienter l'État sur la façon dont il doit affecter ses fonds destinés à la recherche.